



THE
LUTHERAN
WORLD
FEDERATION

A Communion
of Churches

lutheranworld.org

RESOLUTION SUR LA SITUATION DANS LE NORD-EST ET LE CENTRE DU NIGERIA

Le Conseil de la FLM, réuni à Genève, en Suisse, du 27 juin au 2 juillet 2018, autour du thème « Vous avez reçu gratuitement, donnez gratuitement » (Matthieu 10,8), a délibéré et adopté la résolution suivante :

La situation dans le nord-est et le centre du Nigéria

L'arbre de vie est le fruit du juste, et le sage captive les gens. (Proverbes 11,30)

- (1) Le Conseil de la FLM, réuni à Genève, en Suisse, du 27 juin au 2 juillet 2018, assure de ses prières et de sa solidarité les Églises et la population du Nigéria, et en particulier les membres des Églises membres de la FLM, l'Église luthérienne du Christ au Nigéria et l'Église luthérienne du Nigéria.
- (2) Au cours des dernières semaines, le nord-est et le centre du Nigéria ont connu une escalade dévastatrice d'agressions violentes, intercommunautaires et prolongées. Ceci est le résultat d'une nouvelle vague d'attaques audacieuses de certains bergers nomades peuls contre des communautés agricoles sédentaires. Des centaines de membres des communautés auraient ainsi été tués la semaine dernière. Ces agressions sanglantes sont survenues moins d'une semaine après que des bergers peuls bien armés ont commis un attentat similaire dans une des paroisses de l'Église luthérienne du Christ au Nigéria dans l'État d'Adamawa. De manière déplorable, les fidèles ont été attaqués alors qu'ils observaient une tradition religieuse de veille et de prière pour les funérailles d'un paroissien. Plus de 18 personnes, principalement des femmes et des enfants, auraient été tuées.
- (3) Les conflits intercommunautaires prolongés dans ces régions ont traditionnellement été motivés par des raisons existentielles dans lesquelles les communautés pratiquant l'agriculture de subsistance tentent de repousser l'empiètement des troupeaux peuls qui pourraient détruire leurs cultures et leurs moyens de subsistance. Cependant, les récentes attaques lancées par les bergers peuls en maraude semblent être d'une dimension, d'une portée et d'une intensité différente, étant donné que les bergers sont lourdement armés, d'après des témoins oculaires.
- (4) Par conséquent, le Conseil s'inquiète profondément de ce que l'escalade de la violence ait dépassé les désaccords ordinaires et soit motivée par des facteurs

politiques, ethniques et religieux, mais aussi par le désir de saisir les terres ancestrales des communautés sédentaires. Tuer des femmes et des enfants dans des lieux de culte et attaquer des communautés dans leurs villages pendant la saison sèche invalide le prétexte de se battre pour des pâturages et des points d'eau.

Le Conseil

- (5) condamne dans les termes les plus fermes l'escalade de violence dans ces régions et les massacres scandaleux, notamment de femmes et d'enfants dans leurs maisons et leurs lieux de culte ;
- (6) demande au gouvernement nigérian de :
 1. intervenir promptement et résolument pour mettre fin à l'escalade des violences et des agressions contre les communautés par les bergers peuls lourdement armés ;
 2. lancer de toute urgence une enquête sur les récentes attaques et tenir les auteurs de ces exactions responsables de leurs actes devant les tribunaux ;
 3. entreprendre une campagne de désarmement complète et impartiale pour mettre fin à la prolifération d'armes entre les mains de la population civile, notamment les éleveurs peuls ; et
 4. amorcer un processus de paix globale dirigé par des chefs religieux et des chefs traditionnels visant à traiter à l'amiable les causes profondes du conflit, à servir la justice et la responsabilité à l'égard des vies perdues et de la destruction de biens, afin de favoriser à l'avenir la réconciliation et la coexistence pacifique dans la région et dans l'ensemble du pays ; et
- (7) appelle ses Églises membres à :
 1. prier pour la paix dans ces régions ;
 2. envisager des visites de solidarité ; et
 3. défendre cette cause auprès de leurs gouvernements afin que ceux-ci fassent part de leurs préoccupations aux autorités nigérianes.